

PROFIL DE POSTE

Informations préliminaires sur le poste

Intitulé du poste	RESPONSABLE PROJET AGRONOME
Rattachement hiérarchique	CHEF DE MISSION (CDM)
Pays / ville d'affectation	RPDC (COREE DU NORD) / PYONGYANG
Création / Remplacement	Création de poste
Durée de la mission	12 mois

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI ex PU-AMI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de son personnel se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'Association mène environ 200 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 6 millions de personnes dans 22 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, dans le Caucase et en France.

La RPDC est l'un des pays les plus isolés de la planète. Dès sa fondation en 1946, le pays a été coupé du monde non socialiste par la guerre froide, puis à la fin des années 80, il a perdu ses partenaires idéologiques avec l'effondrement de l'Union Soviétique et la désolidarisation progressive de la Chine. Aujourd'hui, une grande partie de la population subit les conséquences néfastes des politiques du pays : la dégradation rapide de la situation économique nationale, renforcée par l'application d'un strict régime de sanctions internationales, a engendré une situation précaire dans l'ensemble du pays. A cela s'ajoute des catastrophes naturelles à répétitions (alternance de sécheresses et d'inondations) qui fragilisent d'avantage les faibles ressources de la population rurale, et qui rendent nécessaire des interventions d'urgence fréquentes de la part de la communauté humanitaire présente dans le pays. Si l'évaluation précise de la situation humanitaire en RPDC représente un défi constant, les besoins de la population restent extrêmement importants. Selon le dernier document sur les besoins et priorités du pays publié par les Nations Unies il est estimé que 11 millions de personnes sont sous-alimentées dans le pays, soit environ 43% de la population. Un tiers des enfants de moins de 6 à 23 mois souffrent de carences alimentaires et une part importante des femmes enceintes souffrent de malnutrition chronique. Les indicateurs disponibles sur la santé (mortalité infantile de 12/1 000, mortalité maternelle de 66/100,000) placent la RPDC loin derrière les autres pays de la région.

Depuis 2006, seules cinq ONG sont autorisées à opérer sur le territoire. Regroupées sous la bannière de la Commission Européenne en tant que « European Unit Program Support » (EUPS), elles interviennent essentiellement dans le secteur de la sécurité alimentaire, de l'EHA et de la santé.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

Le contexte de la mission en Corée du Nord est très spécifique, étant donné la situation du pays sur le plan international et les politiques internes qui encadrent et limitent les possibilités d'intervention. Les besoins de la population restent très importants, bien que difficiles à identifier précisément. La situation en Corée du Nord pourrait être qualifiée de « crise volontairement oubliée » par les bailleurs et organisations internationales, qui sont souvent réticentes à intervenir dans un pays jouissant d'une si mauvaise image au niveau international. Le positionnement de PUI, tout comme du reste de la communauté humanitaire dans le pays, insiste sur l'importance de dissocier les besoins humanitaires de la population des autres considérations politiques et des prises de positions publiques du gouvernement. PUI reste persuadée qu'il est possible de développer une aide efficace auprès des plus vulnérables du pays, et que sa présence dans le pays joue un rôle positif sur son ouverture et son développement.

Des projets de type développement et pré-développement assurent à PUI une présence à long terme dans le pays et des zones d'interventions stables. Ces projets sont principalement effectués dans les domaines de la sécurité alimentaire mais d'autres thématiques telles que la santé, l'eau hygiène assainissement, la prévention des catastrophes ou la protection pourraient également être développées. En concordance avec la stratégie globale de PUI, les projets sont construits de manière à être les plus intégrés possible, c'est-à-dire offrant une réponse complète à une problématique et à des besoins identifiés.

D'un autre côté, la fréquence importante des catastrophes climatiques (inondations, sécheresses) rend nécessaire la mise en place d'interventions d'urgence et post-urgence afin d'amener une assistance immédiate aux victimes. Les financements pour ces interventions peuvent être difficiles à obtenir, et il faut souvent faire preuve d'ingéniosité pour trouver les moyens de répondre efficacement. De même, étant donné l'accès limité au terrain, particulièrement en contexte d'urgence, il peut être difficile d'effectuer un suivi approprié de la mise en œuvre des actions humanitaires, ce qui nécessite à nouveau d'adopter des approches pragmatiques et innovantes.

Afin de se donner les moyens de suivre les projets dans la durée, d'affiner la compréhension du contexte, d'observer les évolutions socio-économiques (accès à l'électricité, marchés paysans, mots d'ordre, etc.) et pour établir un climat de confiance avec les autorités locales, PUI a choisi de concentrer ses activités sur une même zone géographique dans la province du Sud Hwanghae. Néanmoins, une certaine flexibilité demeure pour le choix des actions futures, en fonction des besoins et des possibilités d'accès à long terme.

Depuis 2012, PUI focalise ses actions en sécurité alimentaire vers la production d'aliments destinés aux enfants avec pour objectif de permettre une meilleure diversité de leur alimentation (laitages, légumes, pains, etc.). Actuellement, cet objectif se traduit notamment par :

- un soutien à l'élevage caprin et la mise en place d'atelier de production de yaourts à destination des enfants (financement DevCo)
- la construction de serres pour améliorer l'accès aux légumes frais, légumineuses ou champignons (financement DevCo et CDCs)
- un soutien à la filière soja, depuis la production à la transformation, à destination des enfants (financement DevCo).

Dans les prochaines années, PUI souhaite étendre son action en RPDC et se tourner vers d'autres secteurs d'activité (santé, la nutrition, l'eau hygiène assainissement, et la prévention des catastrophes...). C'est pourquoi une partie du temps de travail de la mission est consacrée à la recherche de nouveaux financements et à la conception de nouveaux projets.

Historique de la mission et programmes en cours

Face aux famines des années 90, la RPDC a fait appel à l'aide humanitaire en 1995. PUI (PU à l'époque) est ainsi entrée dans le pays en 2002, et a choisi d'intervenir dans le domaine de la santé.

Entre 2002 et 2007, les projets se sont essentiellement concentrés sur la production de fluides intraveineux (IV) dans 12 structures de santé. Ces projets ont été remis au Ministère de la Santé Publique en 2007.

Parallèlement puis en continuité de ces projets, PUI a mené un travail de réhabilitation civile des structures hospitalières (toitures, isolation, accès à l'eau, gestion des déchets, salles d'opération et maternités, etc.), de distribution d'équipements (autoclaves, instruments chirurgicaux, kits maternité, ambulances, etc.) et de formations (maintenance et réparation du matériel, hygiène, mise à niveau du personnel médical, etc.). En tout, 54 salles d'opération ont été rénovées et équipées, 25 hôpitaux ont été réhabilités civilement, 7 maternités ont été construites et équipées et plus de 15 ambulances ont été fournies. Le dernier projet santé financé par SIDA, de 2014 à 2016, a permis la construction de 4 cliniques dans la province du Sud Hwanghae, permettant de cibler une population de plus de 17.000 personnes.

En 2009, PUI a lancé son premier projet de sécurité alimentaire (élevage de lapins) dans 3 provinces et sur une durée de 3 ans.

De 2012 à 2015 PUI a mené un projet d'amélioration de l'accès aux protéines pour les enfants des zones rurales et urbaines de la province du Sud Hwanghae sous financements européens. Terminé en décembre 2015, le projet aura permis de mettre en place une filière de production et de distribution de laitages (yaourt à base de lait de chèvre et « lait » de soja) pour plus de 15 000 enfants de moins de 7 ans. Les productions et distributions sont effectives depuis fin 2013.

En parallèle à ce projet et dans les mêmes zones d'actions (fermes et villes), des financements AAP ont permis de mettre en place différentes activités : maraîchage, boulangerie, atelier de production de lait de soja, gestion des pertes post-récolte, irrigation...

Enfin, constatant le fort besoin de formation des techniciens agricoles pour développer leurs connaissances et méthodes, PUI a développé un projet d'appui à une université d'agriculture permettant d'avoir un impact à l'échelle régionale et de long terme.

Les projets en cours sont les suivants :

1. **Appui à l'université d'agriculture de Haeju (DEVCO)** : ce projet a démarré en février 2016. D'une durée de 54 mois, il vise à renforcer les capacités du département d'élevage de l'université d'agriculture de Haeju, chef-lieu de la province du Sud-Hwanghae. A travers des formations par des experts internationaux, des visites d'échanges à l'international, et des visites de fermes locales, les professeurs développent leurs connaissances techniques et leurs compétences pédagogiques. L'objectif est de leur permettre de transmettre à terme à leurs élèves un curriculum de formation actualisé, prenant en compte les avancées de la recherche et permettant le développement de la production laitière dans le contexte nord-coréen. Quelques équipements scientifiques et agricoles sont fournis.
2. **Développement de l'élevage caprin dans les collectivités et les foyers (DEVCO)** : ce projet de 44 mois débuté en octobre 2016 est une suite à l'action DEVCO de 2012-2015 pour améliorer la consommation de protéines par les enfants. Dans 4 nouvelles localités, les principales activités du précédent projet sont reproduites à l'échelle collective et étendues pour la première fois au niveau de l'élevage familial. L'ensemble de la chaîne de production est soutenu : depuis la culture de fourrages à la distribution des yaourts dans les écoles, en passant par les conditions d'élevage des chèvres et les techniques de transformation du lait. Les activités achevées comprennent : construction de bâtiments agricoles et de laiteries, fourniture d'animaux, d'équipement (matériel agricole et vétérinaire, machines de transformation laitière, équipement pour la distribution et la consommation), soutien par la formation (locales et internationales). Les activités à prévoir en 2019 – 2020 comprennent : formation continue et ponctuelle par des techniciens nationaux et internationaux, fourniture d'équipements (semences, tracteurs, machines de transformation...), travail à l'échelle des foyers.
3. **Développement de la culture maraîchage sous serre (CdCS)**, cofinancement partiel du projet (2)), d'une durée de 12 mois (début en Octobre 2018). Ce projet répond dans son premier volet à une urgence post-inondation et soutient des ménages pour reconstruire leur maison, détruite par les inondations. Le matériel de production maraîchère (serres et kits de production) doit arriver pour l'été 2019 et les premières productions devraient être disponibles à l'automne. L'objectif est de fournir les écoles en légumes et d'ainsi diversifier le régime alimentaire des enfants afin de réduire la malnutrition.

4. **Développement de la filière soja dans les collectivités et renforcement des connaissances au niveau de quatre fermes dans la Province du Sud-Hwanghae (DEVCO)** : ce projet d'une durée de 36 mois débute en mai 2019. Il vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de quatre nouvelles fermes collectives (première coopération avec une organisation internationale), et plus particulièrement des enfants de 0 à 7 ans dépendants de ces fermes. Le projet cible chaque maillon de la filière soja, depuis l'amélioration des pratiques agricoles en amont (entretien des sols et pratique de DRR, gestion des pertes post-récolte, fourniture de petite mécanisation et formations), jusqu'à la transformation des récoltes en différents produits protéinés et leur distribution dans les écoles. Le programme possède également un volet de coopération académique avec l'Université d'Agriculture de Haeju sur le thème du soja, que le nouveau responsable AGRO sera en charge de développer. Le projet débute en mai 2019 par une phase exploratoire de six mois.

Configuration de la mission

Budget prévisionnel 2019	800 000 €
Base	PYONGYANG
Nombre d'expatriés	3 (CdM, 2 RP agro)
Nombre d'employés nationaux	7 (2 assistants techniques traducteurs, 1 officier de liaison, 1 admin, 2 chauffeurs, 1 femme de ménage/cuisinière)
Nombre de projets en cours	4
Principaux partenaires	DEVCO, CdCS
Secteurs d'activités	Sécurité Alimentaire (quelques activités WASH)

Description du poste

Objectif global

Le/La Responsable Projets AGRO supervise la mise en œuvre du projet DEVCO « Improving the nutritional resilience of children and vulnerable adults by supporting soybean production, transformation and consumption, in South Hwanghae Province, DPRK » dans la province du Sud Hwanghae et est basé/e à Pyongyang.

Responsabilités et champs d'actions

- ▶ **Programmes** : Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du/des programme(s) de sécurité alimentaire sous sa responsabilité. A l'heure actuelle, le Responsable Projets AGRO a un projet à suivre mais pourra être amené à en superviser plusieurs, selon l'évolution des besoins de la mission.
- ▶ **Ressources Humaines** : Il/Elle travaille en collaboration avec un traducteur coréen qui l'assiste aussi dans toutes les phases de mise en œuvre des projets de Sécurité Alimentaire et assure la liaison avec les équipes de direction des fermes ciblées.
- ▶ **Logistique et administration** : Il/Elle gère les aspects techniques, logistiques (y compris les achats) et administratifs (y compris le budget) du projet dans le respect des procédures logistiques et administratives de PUI et du/des bailleur(s) de fonds (la mission ne disposant pas de Coordinateur log/admin, ces tâches lui incombent directement).
- ▶ **Représentation** : Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des projets de sécurité alimentaire.
- ▶ **Sécurité** : Il/Elle contribue au respect des règles sécurité sur la mission et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire dont il/elle a connaissance au Chef de mission.
- ▶ **Stratégie** : Il/Elle contribue à l'élaboration de nouvelles interventions sur la base des besoins identifiés, et à la rédaction des propositions.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU/DES PROGRAMME/S DE SECURITÉ ALIMENTAIRE

- ▶ Il/Elle s'assure de la bonne marche des projets de sécurité alimentaire sous sa responsabilité et veille au respect des objectifs définis dans les propositions de projet. Notamment, il/elle suit les indicateurs définis, rend compte à son/sa responsable hiérarchique, signale toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre et propose des améliorations ou réorientations si nécessaire.
- ▶ Il/Elle s'assure que les bénéficiaires et populations locales comprennent les objectifs des projets et participent activement à la mise en œuvre.
- ▶ Il/Elle planifie les activités et veille au respect du calendrier d'activités. En cas de retard important pris dans la mise en œuvre des projets, il/elle en informe immédiatement son/sa responsable hiérarchique et propose des solutions pour y remédier.
- ▶ Il/Elle veille à la mise en œuvre du suivi et/ou d'évaluations, selon les besoins définis par le/s projet/s. Il/Elle analyse et transmet à son/sa responsable hiérarchique les informations collectées. Selon les besoins du/des projet/s et/ou les informations collectées, et il/elle produit et diffuse des rapports de monitorings et d'évaluations aux personnes concernées.
- ▶ Il/Elle évalue les besoins et opère en conséquence les choix techniques des projets.
- ▶ Il/Elle identifie les partenaires locaux nécessaires à la réalisation des activités de formation du projet et participe à l'élaboration des supports pédagogiques.

- ▶ Il/Elle assure la capitalisation de l'ensemble des documents, méthodologies, outils et formations produits dans le cadre du/des projet/s et s'assure que les sources de vérification mentionnées dans les documents de projet (proposition, cadre logique) sont disponibles. Il devra s'appuyer sur le Réfèrent Technique SANME au siège pour un contrôle de la qualité finale.
- ▶ Il/Elle transmet les rapports internes et externes à son responsable hiérarchique en respectant les délais de validation interne (sitrep/pmt) et échéances contractuelles externes (rapports de projets).

2. SUPERVISER LE TRADUCTEUR ET ASSURER LA FLUIDITE DU TRAVAIL AVEC LES EQUIPES DE DIRECTION DES FERMES

- ▶ Il/Elle prend connaissance du Règlement Intérieur de PUI sur la mission, s'assure qu'il est connu, compris et appliqué, par son traducteur. En cas de manquement observé, il/elle avise le Chef de mission.
- ▶ Il/Elle travaille en binôme avec un traducteur et s'assure que le projet est correctement compris et que le traducteur adhère aux objectifs des projets et bonnes pratiques de gestion de projet humanitaire.
- ▶ En cas de changement inopiné de personne il/ elle assure la formation de son nouvel interprète (description du projet, règles logistiques, règles financières, règles administratives).
- ▶ Il/Elle travaille directement avec l'équipe de direction des fermes collectives afin d'assurer le bon déroulement du projet
- ▶ Il/Elle assure l'adhésion au projet des équipes des fermes collectives et planifie les activités directement avec eux.

3. ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIF DU/DES PROGRAMMES DE SECURITE ALIMENTAIRE

- ▶ Il/Elle se charge de l'intégralité des opérations logistiques et administratives de son projet en respectant les procédures d'achat de PUI.
- ▶ Il/Elle prend en compte les contraintes temporelles et logistiques de la mission ainsi que les procédures d'achat propres aux projets/programmes afin de s'assurer que sa demande est réaliste compte tenu des délais d'approvisionnement (très longs en RPDC du fait des sanctions internationales).
- ▶ Il/Elle prépare et organise les Appels d'Offres en coordination avec le CdM et le bureau Log du siège et contribue à l'analyse des offres fournisseurs pour les achats à forte spécifications techniques (intrants agricoles notamment) et réalise les tests de conformité nécessaires (tests de germination, etc).
- ▶ Il/Elle communique au/à la CdM de manière hebdomadaire ses besoins en véhicules et matériels de communication pour la mise en œuvre du/des programme/s.
- ▶ Il/Elle organise, en coordination avec le/la CdM, le volet logistique de son/ses programmes (livraison, distribution, stockage sur site, etc).
- ▶ Il/Elle fournit mensuellement, ou sur demande du CdM, l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration du prévisionnel de trésorerie propre à son/ses projet(s).
- ▶ Il/Elle s'assure de disposer chaque mois du suivi budgétaire à jour du/des programmes sous sa responsabilité, et il/elle participe à l'analyse avec le responsable financier du siège, détecte les écarts éventuels et propose des ajustements au/à la CdM.

4. ASSURER LA REPRESENTATION DE PUI AUPRES DES ACTEURS DE SECURITE ALIMENTAIRE

- ▶ Il/Elle représente l'association auprès des acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire et s'assure que de bonnes relations sont entretenues avec chacun d'entre eux (dans le respect des principes de neutralité et d'indépendance de PUI).
- ▶ En accord avec le/la Chef de mission, il/elle participe aux réunions de coordination et d'échanges relatives aux questions de sécurité alimentaire ou EHA (« Sector Working Groups ») et en est un membre actif.
- ▶ En cas de visite Bailleur, il/elle participe activement à la planification, la préparation et l'animation de la visite.
- ▶ En cas de situation d'urgence, il/elle participe activement aux réunions, préparation, évaluation en lien avec le domaine de la sécurité alimentaire dans le cadre des « Humanitarian Coordination Team Meetings » et « Sector Working Groups ».

5. ASSURER LA SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

- ▶ Il/Elle veille à ce que le plan de sécurité soit connu et compris par les personnes sous sa responsabilité (traducteur, chauffeur et éventuellement consultant(s) lors des déplacements) et avise le/la Cdm de tout manquement constaté.
- ▶ Il/Elle contribue à la collecte des informations relatives à la sécurité sur sa zone d'intervention et informe le Cdm de tout changement observé ou de tout incident sécuritaire.
- ▶ Il/Elle formule des recommandations pour la mise à jour du plan sécu
- ▶ Il/Elle s'assure que le/s projet/s, la méthodologie, les critères de sélection ne mettent pas en danger les bénéficiaires, les membres de PUI ou toute autre personne. Il/Elle alerte sans délai le/la Cdm en cas de mise en danger des équipes ou des bénéficiaires.
- ▶ En l'absence du/de la CDM, il/elle peut être amené à assurer l'interim du poste

6. CONTRIBUER A L'ELABORATION DE NOUVELLES PROPOSITIONS

- ▶ Il/Elle participe à l'identification de besoins en sécurité alimentaire en coordination avec le/la Cdm.
- ▶ Lors de la définition de nouvelles interventions, il/elle contribue, avec le/la Cdm et le Chargé de Programme au niveau du Siège, à la conception/formulation de propositions de projets pour le volet Sécurité Alimentaire.
- ▶ Il/Elle participe à l'élaboration de la stratégie de la mission.

Encadrement d'équipe
Nombre de personnes à manager, fonctions et statut (personnel expatrié / national) <ul style="list-style-type: none"> ▶ Encadrement fonctionnel direct : 1 national (Traducteur-Assistant), ▶ Encadrement indirect : Chauffeurs

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés		
	INDISPENSABLE	APPRECIÉ
FORMATION	De formation supérieure en agronomie, de type ENSA, ENITA, ISTOM ou équivalent (obligée) Connaissances confirmées sur les thèmes de l'agro écologie, de la gestion des ressources naturelles Connaissances en gestion, suivi, évaluation, formulation et négociation de projets.	Connaissances dans le domaine du développement rural des pays du Sud
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Humanitaire X ▶ Internationale X ▶ Technique X 	(filière soja / appui académique)
CONNAISSANCES & APTITUDES	De fortes capacités relationnelles et de rédaction. Des capacités de négociation, de diplomatie et d'animation (d'équipe, de réunion) ainsi qu'une aptitude à l'autonomie	▶ Connaissances procédures bailleurs institutionnels (DEVCO, AAP, CdCs ...)
LANGUES	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Français X ▶ Anglais X ▶ Autre (préciser) 	Coréen
INFORMATIQUE	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Pack Office X ▶ Autre (préciser) 	Statistique, SIG (Map Info, Arc View, etc) Base de données (Access ou autre)
Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)		
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative, pragmatisme et sens des responsabilités ▶ Sens de la diplomatie, tolérance et ouverture d'esprit ▶ Capacité à travailler dans un contexte opaque et bonne résistance à la frustration et au stress que cela peut engendrer ▶ Bonne capacité d'analyse systémique et de compréhension des jeux d'acteurs ▶ Organisation et gestion des priorités ▶ Force de propositions, recherche de solutions ▶ Patience et respect de la culture locale et de ses spécificités ▶ Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques ▶ Capacité à travailler dans un environnement sécuritaire complexe, respect strict des règles de sécurité en vigueur 		

Conditions proposées

Statut

- ▶ **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

- ▶ **SALAIRE BRUT MENSUEL** : de 1 815 à 2 145 euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI.

Frais pris en charge

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en appartement collectif
- ▶ **FRAIS DE VIE** « Per diem » de 610 Euros/ mois
- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois